

**SYMPOSIUM SUR L'UTILISATION DURABLE DES RESSOURCES
MARINES VIVANTES DE LA REGION AFRICAINE**

Rabat, 11-12 Février 2008

**DECLARATION DU GROUPE DES PAYS AFRICAINS
MEMBRES DE LA COMMISSION BALEINIÈRE
INTERNATIONALE (CBI)**

Nous, participants des pays africains membres de la Commission Baleinière Internationale, réunis à Rabat les 11 et 12 Février 2008, à l'occasion du Symposium sur l'utilisation durable des ressources marines vivantes de la région africaine,

- Considérant que la Convention internationale pour la réglementation de la chasse baleinière a été instaurée pour assurer l'équilibre entre la sauvegarde des ressources baleinières et le développement des industries baleinières ;
 - Considérant l'impératif d'assurer la sécurité alimentaire pour les Etats africains;
 - Considérant la compétition naturelle existant entre les espèces baleinières et les populations des pays en développement dans l'utilisation des ressources marines vivantes, notamment les stocks des petits pélagiques;
 - Prenant en compte les effets néfastes d'une protection absolue des stocks des baleines au détriment de la sécurité alimentaire de nos populations;
 - Considérant les effets négatifs du dysfonctionnement de la Commission Baleinière Internationale depuis plus de deux décennies pouvant conduire à son éclatement;
 - Considérant que les obligations financières à remplir pour être partie contractante limitent une participation à une plus grande échelle des pays en développement;
1. Invitons les parties contractantes à oeuvrer pour instaurer une collaboration fructueuse et mutuellement avantageuse prenant en considération les intérêts des uns et des autres,

2. Invitons les parties contractantes à accorder un intérêt particulier aux travaux de recherche scientifique et à privilégier les décisions objectives basées sur des fondements scientifiques,
3. Invitons les parties contractantes à une dépolitisation dans le traitement des questions au cours des rencontres en faisant prévaloir le respect mutuel et le consensus,
4. Invitons notre Commission et les parties contractantes à se libérer des pressions de tout ordre source des différents blocages dans les prises de décisions,
5. Demandons que les cotisations des pays contractants soient calculées sur les modèles équitables adoptés au sein des organisations internationales,
6. Demandons le déploiement des efforts nécessaires pour assurer la traduction des documents et l'interprétation simultanée des travaux dans les langues française et espagnole.

Fait à Rabat, le 12 Février 2008

Pays présents :

- Bénin
- Cameroun
- Côte d'Ivoire
- Gabon
- Gambie
- Guinée
- Guinée Bissau
- Mali
- Maroc
- Mauritanie
- Togo